

Maurice

Malgré des difficultés intérieures et à l'étranger, le PIB en volume de Maurice a progressé de 4.1 % en 2010. Néanmoins, pour que le pays puisse atteindre son objectif d'une croissance de 4 % en 2011, il faudra que ses principaux partenaires commerciaux européens se redressent.

Maurice a amélioré sa compétitivité et atteint une certaine stabilité politique et financière, mais doit encore résorber le déficit persistant de son budget et de son compte courant, diversifier ses marchés d'exportation, atténuer sa forte dépendance vis-à-vis des importations, moderniser son infrastructure relativement médiocre et remédier au creusement des inégalités.

Les nouvelles grandes puissances que sont la Chine et l'Inde sont en train de gagner du terrain rapidement, au détriment des partenaires traditionnels de Maurice, pour les importations et les investissements. Les Émirats arabes unis, la Malaisie et Singapour tiennent également une place croissante dans la vie économique du pays.

Maurice s'efforce de diversifier son économie, qui repose sur quatre piliers (le sucre, le textile, le tourisme et les services financiers), afin d'en améliorer la résilience aux chocs, la productivité et la compétitivité, et de favoriser ainsi la croissance et la création d'emplois. Le budget 2010 a donné la priorité à la création d'emplois, au développement social et à l'environnement. Il a reconduit plusieurs mesures de soutien prises les années précédentes. Pour 2011, les trois principaux axes du budget sont le rééquilibrage de la croissance, l'encouragement de la productivité et le renforcement de la justice sociale.

Le produit intérieur brut (PIB) en volume a progressé de 4.1 % en 2010, contre 3.1 % en 2009, mais s'est tassé par rapport aux 5.5 % enregistrés en 2008. Malgré les difficultés rencontrées localement et à l'étranger, les pouvoirs publics ont pu maintenir le pays sur la voie de la croissance. En 2011, selon les projections, la croissance du PIB devrait se maintenir à environ 4 %. Son essor, qui dépendra du redressement des principaux partenaires commerciaux européens du pays, pourrait toutefois être plus rapide si Maurice parvenait à atténuer sa dépendance vis-à-vis de ses exportations vers les marchés traditionnels à croissance lente et se dotait d'un nouveau modèle économique plus résilient face aux chocs à venir. Pour 2012, le pays table sur une croissance de 4.1 %. Pour 2010, le déficit budgétaire global a été estimé à 4.7 % du PIB, contre 6.6 % en 2009. Il devrait reculer à 4.4 % en 2011 et 4.3 % en 2012. Ce niveau relativement élevé s'explique par la hausse rapide des dépenses publiques (y compris le remboursement du capital) par rapport aux recettes.

En 2010, le taux des prises en pension a été ramené de 5.75 à 4.75 %, et le taux d'inflation s'est établi à 2.9 %, contre 2.5 % en 2009. L'inflation devrait atteindre 3 % en 2011 et 3.9 % en 2012. Le déficit du compte courant s'est élevé à 7.9 % du PIB et devrait s'accroître à 9.2 % en 2011 et 9 % en 2012. Ce creusement est imputable à une aggravation anticipée du déficit commercial, le pays important davantage qu'il n'exporte. Sur un marché des changes volatil, la roupie mauricienne (MUR) a terminé l'année 2010 en hausse face aux grandes monnaies. Par rapport au dollar des États-Unis, elle est passée en moyenne de 31.94 MUR en 2009 à 30.89 MUR en 2010.

En 2010, le pays a accueilli quelque 934 000 touristes, contre 871 000 l'année précédente, pour des recettes estimées à environ 39.5 milliards MUR, contre 35.7 milliards en 2009. Les investissements directs étrangers (IDE) bruts s'établissaient à 10.6 milliards MUR à la fin septembre 2010, contre 8.8 milliards MUR pour la même période de 2009, en hausse de 20 %. Ils ont principalement été effectués dans les domaines de la santé, du travail social, de l'immobilier, de la finance et de l'assurance.

Outre le développement de l'infrastructure, Maurice donne la priorité aux petites et moyennes entreprises, qui ont été la principale source de création d'emplois durant la crise économique et financière. L'État est également en train de revoir à la hausse son aide aux secteurs exportateurs, en particulier le textile et l'habillement, durement touchés pendant la crise.

Les banques mauriciennes sont en bonne santé, rentables, bien capitalisées et résilientes, avec un ratio global de fonds propres conforme aux normes internationales. De 7.3 % en 2009, le taux de chômage à Maurice est passé à 7.5 % en 2010.

Selon les estimations, l'activité du secteur primaire, essentiellement liée à l'agriculture, a progressé de 2.5 % en 2010, contre 8.7 % en 2009. La production de sucre de canne n'a augmenté que de 0.6 %, tandis que les autres activités agricoles ont affiché une hausse de 3.7 %.

Dans le cadre des efforts déployés pour accroître la résilience de son économie, le pays est en train de se doter d'un système d'information sur la production et la commercialisation des produits agricoles, à l'intention des cultivateurs et des éleveurs souhaitant optimiser leur chiffre d'affaires. Les pouvoirs publics aident également les coopératives sucrières à obtenir le label « Fair Trade » de l'Union européenne, ce qui leur permettra de recevoir une prime de 60 USD par tonne de sucre. Dans son budget 2011, l'État a aussi prévu des régimes fiscaux libéraux pour l'agriculture. Par ailleurs, le dispositif *Leasing for Equipment Modernization Scheme* (crédit-bail pour la modernisation de l'équipement) est prolongé jusqu'en décembre 2012 et couvre désormais le matériel agricole lourd.

À l'avenir, si le pays veut pérenniser sa trajectoire de croissance, il devra remédier aux déficits de son budget et de son compte courant, à sa forte dépendance tant vis-à-vis de ses partenaires à l'exportation traditionnels que vis-à-vis des importations, ainsi qu'à l'état assez médiocre de ses infrastructures. De plus, la pauvreté et les inégalités s'aggravent, tandis que l'encombrement de la circulation routière ainsi que le grand nombre d'accidents restent également problématiques.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

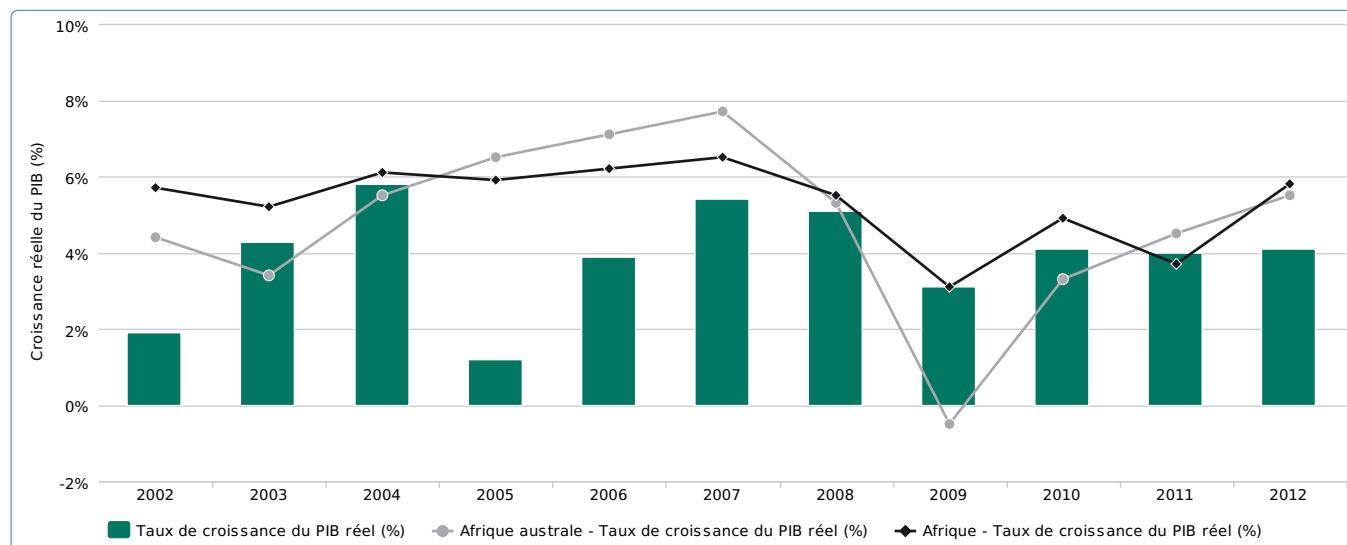
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	3.1	4.1	4	4.1
Inflation IPC	2.5	2.9	3	3.9
Balance budgétaire % PIB	-6.6	-4.7	-4.4	-4.3
Balance courante % PIB	-7.4	-7.9	-9.2	-9

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414554>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal juillet (n-1)/juin (n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412198>